

# NOTE DE CONJONCTURE

3<sup>ème</sup> trimestre 2014

*La conjoncture économique mondiale au 3<sup>ème</sup> trimestre a été essentiellement marquée par les conséquences d'une croissance de la production mondiale plus faible que prévu au premier semestre 2014. Ce qui entraînerait une révision à la baisse de la croissance mondiale en 2014 dont le taux serait de 3,3% contre 3,8% en 2015. On note également que malgré les risques géopolitiques, l'inversion de la tendance baissière du cours du pétrole ne s'est pas réalisée.*

*L'analyse de l'évolution des indicateurs conjoncturels laisse entrevoir globalement une situation économique nationale meilleure qu'au trimestre précédent mais avec quelques éléments d'incertitude. En effet, malgré une hausse observée des prix à la consommation durant le 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 avec une augmentation à la pompe des produits pétroliers, l'inflation demeure largement en deçà du seuil fixé dans les critères de convergence de l'UEMOA. L'augmentation du niveau des dépenses de consommation des ménages pourrait refléter l'accroissement des importations. De même, les exportations de biens ont augmenté principalement à la faveur de la remontée éphémère du cours de l'or au mois de juillet. Cela n'a guère contribué à la hausse des recettes de l'Etat. Néanmoins, les dépenses de l'Etat ressortent en hausse en rapport essentiellement avec la mise en œuvre des bonifications des indices salariaux et l'augmentation des subventions aux intrants agricoles. Il faut noter la performance du secteur des services, qui a contribué à reconforter les finances publiques. La croissance du crédit à l'économie pourrait être inscrite dans cette mouvance de l'amorce de la reprise de l'activité économique à l'image d'une augmentation de la production du ciment de plus de 65% en un an. Toutefois, le repli de la demande intérieure de produits manufacturiers semble influencer négativement sur la production industrielle hors extraction d'or. Il en est de même du niveau des avoirs extérieurs à fin septembre 2014, en rapport avec la faiblesse de la mobilisation des ressources extérieures auprès des partenaires combinée à une stagnation du montant transféré par les maliens de l'étranger.*

## ABREVIATIONS ET CONVENTIONS

<b>SIGLES</b>	<b>INTITULES COMPLETS</b>
<b>AFRISTAT</b>	<b>Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne</b>
<b>INSTAT</b>	<b>Institut National de la Statistique</b>
<b>UEMOA</b>	<b>Union Économique et Monétaire Ouest Africaine</b>
<b>IHPI</b>	<b>Indice Harmonisé de la Production Industrielle</b>
<b>IHPC</b>	<b>Indice Harmonisé des Prix à la Consommation</b>
<b>CMDT</b>	<b>Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles</b>
<b>SUKALA</b>	<b>Société Sucrière du Kala</b>
<b>PARI</b>	<b>Programme d'Appui Régional à l'Intégration</b>
<b>FCFA</b>	<b>Franc des Communautés Financières d'Afrique</b>
<b>\$ E-U</b>	<b>Dollar des Etats-Unis</b>
<b>PNG</b>	<b>Position Nette du Gouvernement</b>
<b>ONAP</b>	<b>Office National de Produits Pétroliers</b>

<b>UNITES DE MESURE</b>	<b>VALEURS CONVENTIONNELLES</b>
-------------------------	---------------------------------

<b>Baril</b>	<b>Vaut 158,987 litres</b>
<b>Livre</b>	<b>Vaut 453,592 grammes</b>
<b>Once</b>	<b>Vaut 28,349 grammes</b>

### **SIGNES CONVENTIONNELS**

<b>cvs</b>	<b>Corrigé des Variations Saisonnières</b>
<b>,</b>	<b>Sépare les unités des fractions décimales</b>
<b>Janv-95</b>	<b>Janvier 1995 (Idem pour les autres mois, mutatis mutandis)</b>
<b>T1-95</b>	<b>Premier trimestre 1995 (Idem pour les autres trimestres)</b>
<b>%</b>	<b>Pour cent</b>

La note de conjoncture analyse l'activité économique au Mali à partir de facteurs endogènes et exogènes ayant eu un impact sur son évolution.

Les analyses développées dans la note ont trait à l'évolution des variables comme la production, les prix, le commerce extérieur, les recettes et dépenses publiques, la monnaie et l'emploi. La note de conjoncture analyse aussi l'évolution des cours mondiaux des principaux produits d'exportation (or et coton) et d'importation (pétrole, riz, maïs, blé, huile...).

### Présentation :

La conjoncture économique mondiale au 3<sup>ème</sup> trimestre a été essentiellement marquée par les conséquences d'une croissance de la production mondiale plus faible que prévu au premier semestre 2014. Le faible niveau des investissements et des exportations en zone euro, le ralentissement de la demande intérieure dans les pays émergents en général et l'impact négatif des tensions géopolitiques sur l'investissement étranger notamment en Russie sont entre autres les principales causes de la décélération de l'économie mondiale. Même si, les risques géopolitiques n'ont pas permis d'inverser la tendance baissière du cours du pétrole de même que les cours mondiaux du coton de l'or et des produits alimentaires.

L'analyse de l'évolution des indicateurs conjoncturels laisse entrevoir globalement une situation économique nationale meilleure qu'au trimestre précédent mais avec quelques éléments d'incertitude. En effet, malgré une hausse observée des prix à la consommation durant le 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 avec une augmentation à la pompe des produits pétroliers, l'inflation demeure largement en deçà du seuil fixé dans les critères de convergence de l'UEMOA. Selon les services du commerce, le marché des produits de première nécessité est suffisamment approvisionné. Ainsi, le taux d'inflation passe de **0,2%** en juin 2014 à **0,6%** en septembre 2014. L'augmentation du niveau des dépenses de consommation des ménages en liaison principalement avec la célébration de deux grandes fêtes pourrait refléter l'accroissement des importations. De même, les exportations de biens ont augmenté principalement à la faveur de la remontée éphémère du cours de l'or au mois de juillet. Cela n'a guère contribué à la hausse des recettes de l'Etat. Néanmoins, les dépenses de l'Etat ressortent en hausse en rapport essentiellement avec la mise en œuvre des bonifications des indices salariaux et l'augmentation des subventions aux intrants agricoles. Il faut noter la performance du secteur des services, notamment le transport aérien et les télécommunications, qui a contribué à réconforter les finances publiques. La croissance du crédit à l'économie pourrait être inscrite dans cette mouvance de l'amorce de la reprise de l'activité économique à l'image de la branche d'activité des BTP avec une augmentation de la production du ciment de plus de **65%** en un an. Toutefois, le repli de la demande intérieure de produits manufacturiers semble influencer négativement sur la production industrielle hors extraction d'or. Il en est de même du niveau des avoirs extérieurs à fin septembre 2014, qui est en net repli dû à la faiblesse de la mobilisation des ressources extérieures auprès des partenaires combinée à une stagnation du montant transféré par les maliens de l'extérieur.

## 1- Les Prix intérieurs

### a. Les prix à la consommation

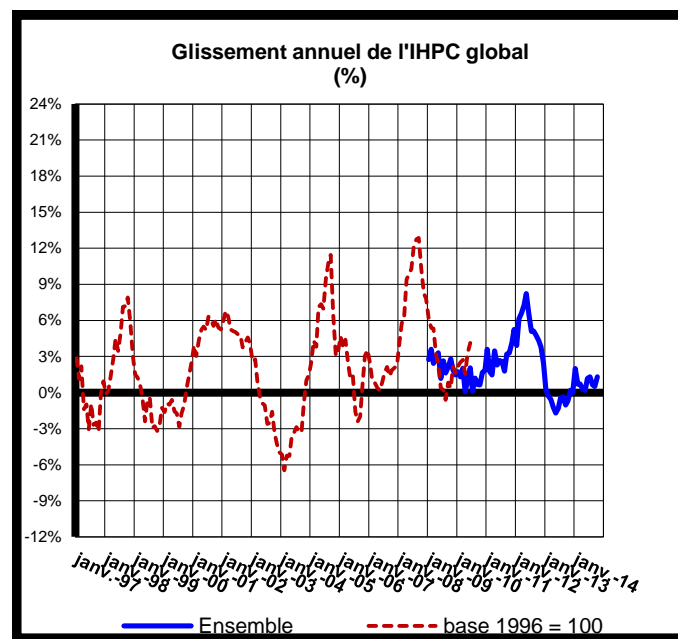
Durant le 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, le niveau général de l'indice des prix à la consommation a progressivement baissé malgré la variation positive des prix des céréales d'un mois à l'autre. Le repli de l'indice observé est dû en partie à la baisse des prix d'autres produits alimentaires, notamment les poissons à la faveur de la faveur de la période d'hivernage, de même que les fruits, les légumes y compris

les tubercules et bananes plantains et d'autres matières grasses. Toutefois, en octobre 2014, le niveau de l'indice des prix est demeuré stable en variation mensuelle.

En variation annuelle, après l'augmentation du niveau des prix en juillet 2014, on aperçoit des hausses moins marquées des prix à la consommation en août et septembre 2014. En octobre 2014, on observe une remontée des prix pour atteindre le niveau de variation le plus élevé depuis le début de l'année 2014 avec un taux de **1,3%** malgré qu'au même moment les prix des céréales non transformées baissent de **0,2%**. La hausse du niveau général des prix à la consommation en ce début du dernier trimestre de 2014 est due essentiellement entre autres à l'augmentation des prix de certains produits alimentaires notamment les produits d'assaisonnement. De même, l'augmentation des prix des articles d'habillement et chaussures, des combustibles solides et des carburants et lubrifiants ont contribué à rehausser le niveau général des prix à la consommation.

Quant à l'indicateur de convergence de l'UEMOA en matière d'inflation, son niveau commence à remonter progressivement après avoir affiché une tendance baissière en début d'année 2014. Ainsi, l'inflation est passée de **+0,2%** en juin 2014 à **+0,4%** en juillet, **+0,6%** en septembre et **+0,7%** en octobre 2014. La tendance est inverse pour la zone UEMOA avec **+0,4%** en juin 2014, **+0,2%** en juillet, et **-0,1%** en septembre 2014.

Graphique 1 :



### b. Les prix des produits pétroliers et du gaz butane

#### - Prix fournisseurs

Par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014, sur les axes d'approvisionnement de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, les prix fournisseurs moyens de tous les produits pétroliers sont en hausse avec des taux compris entre **1,0%** et **2,4%** à l'exception du fuel-oil 180 dont le prix fournisseur a replié légèrement de **0,2%** sur l'axe du Sénégal et de **0,3%** sur l'axe de la Côte d'Ivoire. S'agissant de l'axe Niger, sur la même période le prix fournisseur du supercarburant a augmenté de **0,9%** tandis que celui du gazoil baisse de **0,4%**.

Tout comme les trimestres précédents, en matière d'approvisionnement en produits pétroliers, l'axe « Côte d'Ivoire - Mali » demeure le plus avantageux en termes de prix de revient à l'exception du supercarburant pour lequel l'axe Sénégal – Mali revient moins cher.

## - Prix plafond

S'agissant de l'évolution des prix moyen à la pompe des produits pétroliers liquides entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2014 et le trimestre précédent, on note une augmentation à l'exception du fuel-oil dont le prix a baissé légèrement de **0,3%**. La hausse des prix à la pompe s'explique par la mise en œuvre partielle du nouveau mécanisme de tarification automatique des produits pétroliers :

- en juillet 2014 : une hausse des prix à la pompe au mois de juin 2014 de **2,0 à 8,0 FCFA** par litre selon les produits ;
- en août 2014 : une hausse du prix à la pompe au mois de juillet 2014 de **1,0 FCFA** par litre pour le supercarburant et une baisse de ceux des autres produits de **1,0 à 5,0 FCFA** par litre selon les produits;
- en septembre 2014 : une baisse des prix à la pompe au mois d'août 2014 de **4,0 à 9,0 FCFA** par litre selon les produits.

Quant au prix non subventionné du kilogramme de gaz Butane, il a baissé en moyenne de **32,0 FCFA**, soit un recul **4,5%** contre une baisse du prix **44,7 FCFA** le trimestre précédent.

## 2- Les dépenses de consommation

Selon les résultats provisoires de l'enquête modulaire permanente auprès des ménages (EMOP), les dépenses de consommation des ménages sur la période de juillet à septembre 2014 se chiffrent **815,6 milliards FCFA**. Elles sont estimées à **803,1 milliards FCFA** pour la période d'avril à juin 2014. Ainsi, entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2014 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, les dépenses de consommation ont progressé de **12,5 milliards FCFA**, soit une augmentation de **1,6%**. De l'analyse, il ressort que cette croissance des dépenses de consommation des ménages est induite en partie par une augmentation de **86,5%** des dépenses liées aux articles d'habillement et chaussures suite aux achats effectués dans le cadre de la célébration de la fête de ramadan et la tabaski. Du coup, la hausse de la consommation pourrait expliquer l'accroissement des importations sur la période. Par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013, les dépenses de consommation des ménages se sont accrues de **33,6%** du fait de l'augmentation de toutes les composantes de dépense à l'exception de celles liées à l'enseignement avec un recul de **10,0%**. Cette situation s'explique par le chevauchement de la tabaski et la rentrée scolaire qui pourrait inciter les ménages à un partage des dépenses entre ces deux événements. Ce qui entrainerait une diminution des dépenses habituelles de l'enseignement.

## 3- Le commerce extérieur

### a. Les importations

Les intentions d'importations émises se sont chiffrées à **399,5 milliards FCFA** au titre du 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 contre **484,9 milliards FCFA** au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014. Les importations globales réalisées se chiffrent à **1 292 000 tonnes** pour une valeur de **470,0 milliards FCFA** au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 contre **1 067 000 tonnes** pour une valeur de **364,0 milliards FCFA** au trimestre précédent et **1 150 000 tonnes** pour une valeur de **402,0 milliards FCFA** au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013.

Les droits et taxes liquidés sont de **79,7 milliards FCFA** contre **82,6 milliards FCFA** au titre du 2<sup>ème</sup> trimestre 2014 et **92,2 milliards FCFA** au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2013.

#### ➤ Par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014

Les quantités globales de marchandises importées au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 ont augmenté de **21,1%** en liaison avec les hausses de **20,6%** et **21,2%** des volumes importés des deux

composantes respectivement des produits pétroliers et des produits non pétroliers. De même, en valeur, les importations globales ont connu un relèvement de niveau de **29,0%** pour les mêmes raisons ;

#### ➤ Par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013

On note un accroissement de **12,4%** du volume de marchandises importées au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 traduisant la hausse de **24,3%** de la quantité de produits pétroliers et une augmentation de **9,6%** du volume des autres marchandises. S'agissant de la valeur totale des importations sur la même période, elle affiche une variation positive de **16,9%** avec une augmentation de **28,4%** de celle des produits pétroliers et **14,6%** pour les produits non pétroliers.

Tout comme le trimestre précédent, l'analyse des importations par zone de provenance indique la prédominance des échanges intracommunautaires au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014. En effet, la zone CEDEAO est la principale source d'approvisionnement du Mali avec **29,5%** de la valeur totale sous l'impulsion des importations en provenance de la zone UEMOA (**27,8%** de la valeur globale). Cependant, il faut noter que les importations de produits originaires de la sous-région ou de la région à destination du Mali sont essentiellement constituées de produits pétroliers et, dans une moindre mesure, de ciment.

Contrairement aux trimestres précédents, les importations d'origine Union Européenne se sont accrues au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 (**28,1%** du total en valeur) et dépassent celles en provenance l'ensemble des autres pays de l'UEMOA, d'où le repli de la part revenant à la CEDEAO. Ainsi, en matière de classement au titre de la provenance des importations en valeur, la zone CEDEAO et l'Union Européenne sont suivies par l'Asie. Ces trois principales origines des importations du Mali au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 représentent environ **80,4%** des importations totales du Mali de la période, soit un peu moins qu'au trimestre précédent avec **80,9%**.

Au titre du classement des principaux pays partenaires commerciaux du Mali en matière d'importation en valeur au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, le Sénégal est encore en tête avec **15,1%**. Il est suivi entre autres de la France (**14,5%**), de la Chine (**13,8%**), de la Côte d'Ivoire (**9,4%**) et de l'Afrique du Sud (**3,1%**).

### b. Les exportations

Au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, les exportations se chiffrent à **88 705 tonnes** de marchandises pour une valeur **296,0 milliards FCFA** contre **143 503 tonnes** de marchandises pour une valeur de **273,0 milliards FCFA** au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014 et **138 297 tonnes** de marchandises pour une valeur de **279,7 milliards FCFA** au titre du 3<sup>ème</sup> trimestre 2013. Le recul du volume global des exportations est en partie dû à la baisse de celui des exportations d'engrais.

#### ➤ Par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014

Les quantités globales de marchandises exportées sont en baisse de **38,2%** suite à la contraction du volume exporté d'engrais. S'agissant de la valeur totale des exportations, elles sont en hausse de **8,4%** du fait d'une augmentation de la valeur des exportations d'or sur la période malgré la baisse de **7,1%** du volume d'or exporté. En effet, le cours de l'or en franc CFA a connu une légère remontée sur la même période.

#### ➤ Par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013

Le volume global des marchandises exportées a augmenté de **3,8%** en dépit du repli significatif des quantités de coton exporté. Cette hausse du volume global des marchandises exportées est liée à l'augmentation des quantités d'or et des

autres marchandises. En valeur, les exportations totales affichent un reflux de **2,4%** malgré la hausse de la valeur d'or exporté.

Les exportations du Mali au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, essentiellement constituées d'or, d'engrais et de coton, ont entre autres comme principales destinations la République Sud-Africaine (**68,4%**), la Suisse (**13,1%**), le Sénégal (**5,5%**), la Côte d'Ivoire (**4,2%**) et Doubaï (**2,2%**). Les vingt principales destinations ont reçu **99,5%** des exportations totales du Mali au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 contre **88,6%** au cours du trimestre précédent.

### c. Le solde commercial et le taux de couverture

Le solde commercial est de **-174,0 milliards FCFA** au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014. Il s'est dégradé par rapport au trimestre précédent dont le solde commercial est fixé **-91,0 milliards FCFA**. Il en est de même pour le taux de couverture des importations par les exportations, qui s'est établi à **63,0%** au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 contre **75,0%** au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014. Par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre également, on note détérioration du solde commercial de même que le taux de couverture du fait d'une augmentation beaucoup forte des importations par rapport aux exportations.

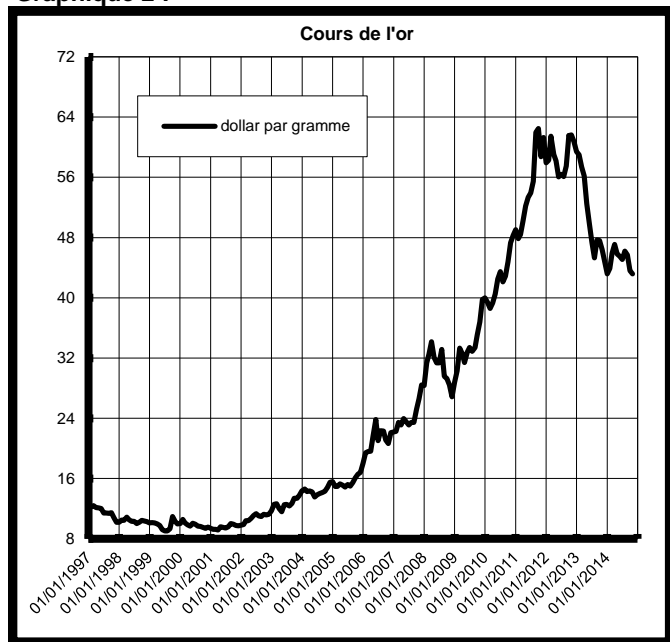
### 4- Les Cours mondiaux des principales matières premières

Durant le 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, les cours des principales matières premières sont orientés vers le bas aussi bien par rapport au trimestre précédent que par rapport à la même période en 2013.

#### ❖ L'or

Même si on note globalement une légère remontée du cours mondial du métal jaune depuis le début de l'année 2014 par rapport au dernier trimestre 2013, il faut cependant relever que leur niveau affiché au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 n'est point attractif. Ainsi, le prix de l'or en dollar a reculé de **3,6%** par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013 mais demeure globalement stable par rapport à son niveau du trimestre précédent. En outre, il ressort que malgré une baisse prévue de la production mondiale, le prix de l'or continuera de chuter. Il est estimé à **1275 dollars** l'once à la fin de l'année 2014 contre **1411 dollars** en 2013.

Graphique 2 :

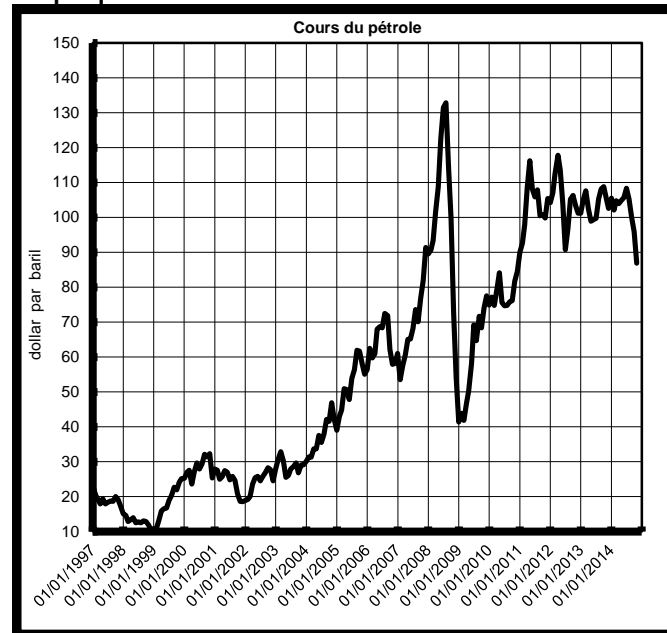


#### ❖ Le pétrole

Au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, le cours mondial du brut est orienté à la baisse malgré les tensions géopolitiques. En

effet, le cours du pétrole en dollar a subi un reflux de **6,5%** par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013. Le recul du cours s'explique essentiellement par le ralentissement de l'économie chinoise réduisant fortement sa consommation de pétrole alors que l'offre augmente avec la hausse de la production de pétrole non conventionnel aux USA. De même, les pays de l'OPEP tardent à réduire leur production. Par rapport au trimestre précédent, le cours mondial du brut affiche une certaine stabilité.

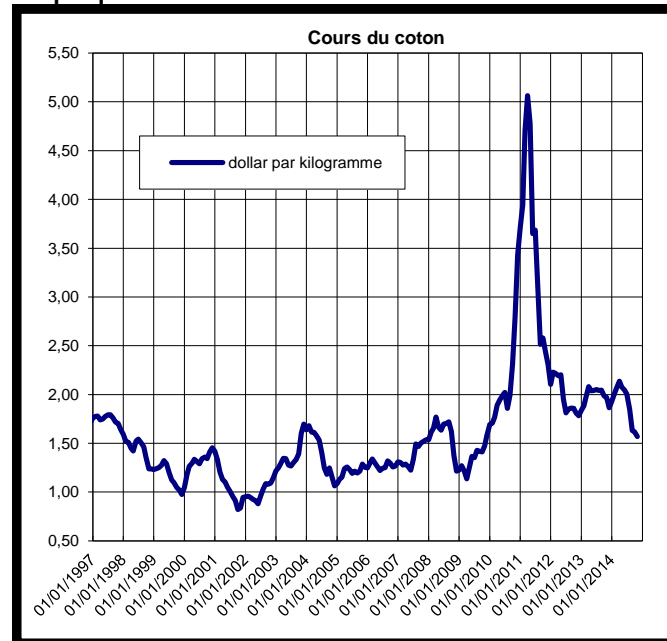
Graphique 3 :



#### ❖ Le coton

La reprise du cours du coton amorcée en début d'année 2014 s'est poursuivie jusqu'à la fin du 2<sup>ème</sup> trimestre avant de prendre le chemin inverse au 3<sup>ème</sup> trimestre. En effet, le cours du coton en dollar a baissé de **18,6%** et de **17,9%** respectivement par rapport au trimestre précédent et par rapport à la même période en 2013. En prévision, les estimations font état d'un repli de la production mondiale pour la campagne 2014/2015 alors qu'au même la consommation ressortirait en hausse malgré que les importations de la Chine reculeraient. Cette situation pourrait contribuer à relever quelque peu le niveau du cours.

Graphique 4 :





## ❖ Cours des produits alimentaires

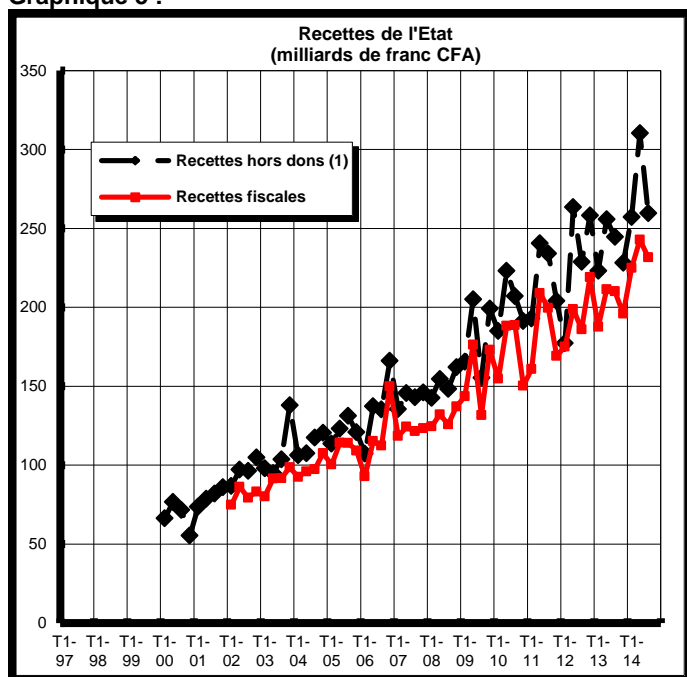
Tout comme le trimestre précédent, les cours mondiaux des produits alimentaires sont orientés à la baisse. En effet, au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 l'indice des prix des produits alimentaires a baissé de plus de **7,7%** par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013 à cause du recul de **19,7%** de l'indice des prix des céréales et de **10,1%** de celui des oléagineux. Ainsi, le prix du blé a diminué de **17,0%** sur la même période. Toutefois, on note un redressement du prix du riz de **1,8%** au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 comparativement au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013. Par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014, le niveau de l'indice des prix des produits alimentaires s'est contracté de **6,3%** en liaison avec la baisse des cours des céréales et des oléagineux.

## 5- Les Finances publiques

### a. Les recettes globales

Les recettes totales hors dons à fin septembre 2014 affichent un relèvement de niveau de **103,6** milliards FCFA à la période en 2013, soit un surplus de **14,3%**. Les recettes fiscales nettes ont augmenté de **14,8%**, soit un accroissement de plus de **90,0 milliards FCFA** sur la même période. En revanche, au même moment, les recettes non fiscales reculent de **20,5%**. La hausse des recettes fiscales est la résultante des performances réalisées dans le cadre du recouvrement des impôts directs et indirects. L'augmentation du montant total recouvré au titre de la TVA intérieure a réellement contribué à rehausser le niveau des impôts indirects tandis que la composante assise sur les importations a baissé de même que le montant recouvré relatif aux taxes intérieures sur les produits pétroliers.

Graphique 5 :



### b. Les dépenses globales

Au 30 septembre 2014, le niveau des dépenses totales a augmenté de **8,0%** par rapport à la même période en 2013 en partie imputable à la hausse de **6,2%** des dépenses courantes sur la même période. Le relèvement de niveau des dépenses courantes est dû essentiellement à l'accroissement dépenses relatives au personnel suite aux bonifications des indices salariaux ainsi qu'à la hausse de **18,2 milliards FCFA** des transferts et subventions essentiellement liée à la composante relative aux intrants agricoles. En revanche, les dépenses d'investissement à fin septembre 2014 ont reculé de **14,2%** par rapport à fin septembre 2013.

S'agissant du service de la dette dû après allègement et payé, il est de **51,9 milliards FCFA** au 30 septembre 2014

contre **51,1 milliards FCFA** à la même période en 2013. Il ressort que le montant du service de la dette payé à fin septembre 2014 dépasse de **0,8 milliards FCFA** son niveau à fin septembre 2013 en liaison avec la hausse du niveau de la dette intérieure sur la même période. Par composante, le principal est de **36,5 milliards FCFA** et l'intérêt dû est de **15,4 milliards FCFA** à fin septembre 2014, tandis qu'à la même période en 2013, le principal est de **35,1 milliards FCFA** et l'intérêt dû est d'environ **16,0 milliards FCFA**.

## 6- Les services

### a. Le transport aérien

L'activité du transport aérien s'intensifie davantage au regard de l'évolution progressive à la hausse des indicateurs au cours de l'année 2014. En effet, les quantités de fret transporté ont augmenté de **17,6%** par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014 même si on note un repli **20,7%** par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013. S'agissant du nombre de passagers transportés, il a progressé de **19,9%** et de **12,3%** respectivement par rapport au trimestre précédent et par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013. Cette situation suscite beaucoup d'espoir en ce qui concerne l'attraction des visiteurs.

### b. Les télécommunications

Au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, on note une fois de plus un relèvement de niveau du volume du trafic téléphonique au regard de l'augmentation du nombre d'abonnés au fixe et au mobile par rapport à la même période en 2013. Toutefois, le nombre d'abonnés au mobile a replié de **16,2%** en raison essentiellement de la résiliation de certains abonnements du fait de leur non utilisation sur une longue période. S'agissant du temps d'appels émis vers l'extérieur, il a cru de **2,8%** par rapport trimestre précédent tandis qu'il baisse de **4,2%** par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013. Il en est de même pour le temps d'appel en provenance du reste du monde, qui recule de **4,1%** et de **2,7%** respectivement par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014 et par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014.

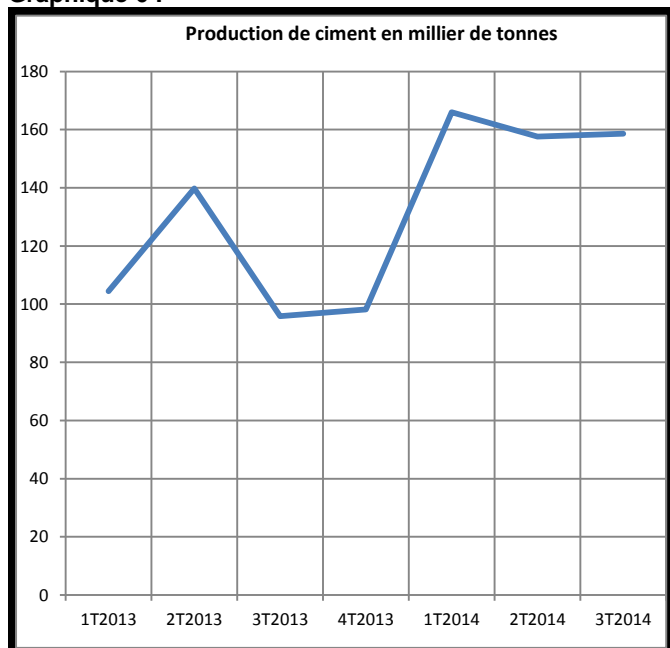
### c. Les immatriculations des véhicules

Tout comme les deux précédents trimestres, le nombre de véhicules immatriculés a nettement augmenté comparativement à 2013. Cette poussée du nombre de véhicules immatriculés est le fait de l'accélération de la procédure dans la chaîne d'immatriculation et à la reprise des activités des ONG après une période de crise ainsi qu'aux nombreux achats de véhicules par le personnel de la MINUSMA. En effet, le nombre de véhicules de tourisme et utilitaires ont augmenté de façon exponentielle entre le 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2013. En revanche, par rapport au trimestre précédent, le nombre de véhicules a baissé de **6,0%** pour chacune des deux catégories.

## 7- Les Bâtiments et travaux publics

La production de ciment est l'un des indicateurs de mesure de l'évolution de l'activité des BTP. Depuis l'ouverture de la cimenterie, la production de ciment ne cesse de croître. En effet, la quantité de ciment produit au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 est de **158569 tonnes** contre une production de **95875 tonnes** au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013, soit une progression a progressé de **65,4%** en un an. Par rapport au trimestre précédent, la production de ciment est demeurée quasi stable. Ainsi, on observe une tendance haussière dans la production de ciment. Ce qui pourrait traduire le dynamisme de l'activité BTP.

Graphique 6 :



## 8- La Production Industrielle

### a. L'indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHP) hors extractive

L'indice harmonisé de la production industrielle hors extractive s'est contracté de **4,7%** au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 par rapport à la même période en 2013. Comparativement au trimestre précédent, le niveau général de l'indice est demeuré inchangé.

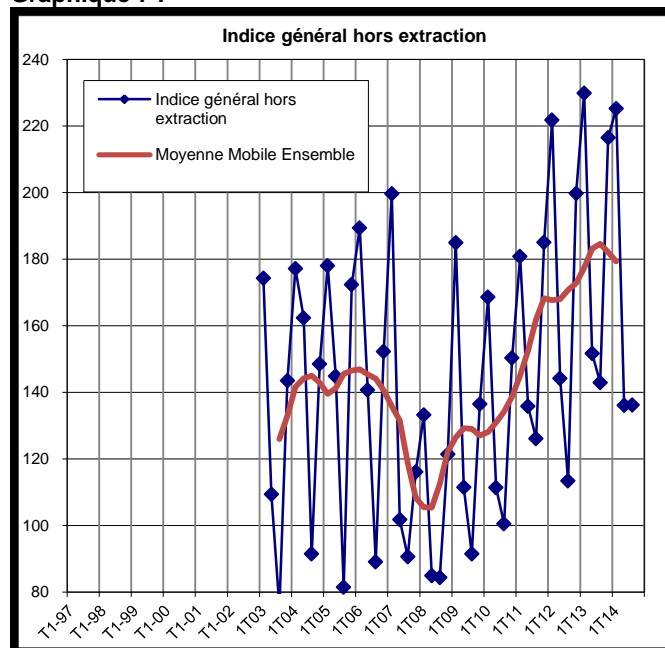
#### ➤ Par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013

Le niveau général de l'indice de la production industrielle hors extractive a replié de **4,7%** malgré la hausse de **13,6%** de la production d'électricité et de **17,2%** pour la branche « fabrication de produits alimentaires ». Le reflux est attribuable essentiellement à la baisse de **37,4%** enregistrée par la branche industrielle « textile et cuir » et au recul de **14,9%** de la production de la branche « chimique, caoutchouc et plastique ». De même, la fabrication de produits à base de tabac a baissé de **26,4%** et celle des matériels électriques a quelque diminué de **1,0%** ;

#### ➤ Par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014

L'indice de la production industrielle hors extractive n'a pas varié en dépit de la saisonnalité de l'égrenage de coton qui fait que la quantité de coton égrené est nulle durant la période de juillet à septembre. Cette situation est la cause de la contraction de **52,0%** de la production de la branche « textile et cuirs » et de la baisse de **10,6%** de la branche électricité. Il faut signaler que la compensation du repli lié à la saisonnalité de l'égrenage par la forte augmentation enregistrée au niveau de la branche « fabrication des matériels électriques » combinée aux hausses enregistrées par les branches « agroalimentaires et tabac » et « métallique » a contribué à maintenir le niveau de l'indice de la production industrielle hors extractive stable au cours de la même période;

Graphique 7 :



S'agissant de la production de l'industrie manufacturière, au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, le niveau de l'indice a progressé de **7,3%** par rapport au trimestre précédent malgré que cette croissance soit atténuée par la baisse constatée au niveau de la branche « fabrication de produits chimiques ». Les principales raisons de cette hausse sont la forte augmentation de la production des matériels électriques, l'accroissement de **11,8%** enregistrée par la branche « fabrication de produits en caoutchouc ». De même, les hausses de **4,6%** et **5,2%** observées respectivement par les branches industrielles « agroalimentaires et tabac » et « métallique ». En revanche, par rapport à la même période en 2013, la production manufacturière a fléchi de **12,7%**. Ce qui traduit la morosité de l'activité industrielle. Cette contraction a été atténuée grâce à l'augmentation de la production des branches « fabrication de produits alimentaires » et « métallique ».

### b. La production moderne d'or

Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, la production moderne d'or a fléchi de **3,7%** par rapport au trimestre précédent. En revanche, par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013, on note une certaine stabilité dans la production. S'agissant du taux de réalisation des prévisions de production au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, il est de **107,1%** contre **108,3%** au trimestre précédent et **102,1%** au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013.

### c. L'opinion des industriels sur leur activité

L'enquête d'opinion auprès des chefs d'entreprises industrielles (à l'exception des entreprises minières) donne les résultats suivants : **54,2%** des répondants affirment que leur production a diminué contre **20,8%** qui évoquent une augmentation et **25,0%** qui pensent que leur production demeure inchangée par rapport au trimestre précédent. Cette perception confirme la baisse observée de l'activité industrielle au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2014. Les principales raisons énumérées par les répondants pour expliquer le repli de la production industrielle sont entre autres : la contraction de la demande (**45,5%**), insuffisance d'équipement (**13,6%**), insuffisance de matières premières (**9,1%**) et insuffisance de main d'œuvre (**13,6%**). En outre, la majorité des répondants n'ont pas utilisé la plénitude de leur capacité de production. En effet, **70,0%** des répondants estiment que le niveau d'utilisation de leur capacité de production oscille entre **0%** et **75%**.

Cependant, en termes de perspectives de production au cours du prochain trimestre, selon les réponses données par les répondants **45,5%** pensent que la production de leurs entreprises va augmenter, tandis que **22,7%** estiment le contraire et **31,8%** trouvent que la production industrielle demeurera inchangée par rapport au trimestre passé.

## 9- La situation monétaire, les transferts des migrants et la bourse

### a. La situation monétaire

#### a.1 La masse monétaire

Le niveau de la masse monétaire affiche un reflux de **42,9 milliards FCFA** à fin septembre 2014 par rapport au trimestre précédent et un repli de **12,5 milliards FCFA** par rapport à la même période en 2013. Le recul du niveau de la masse monétaire est induit par la baisse constatée de **65,5 milliards FCFA** et de **95,6 milliards FCFA** au niveau de la composante fiduciaire respectivement sur les deux périodes. Néanmoins, le repli de la masse monétaire à la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 a été atténué par le relèvement de niveau des dépôts bancaires.

#### a.2 Les contreparties de la masse monétaire

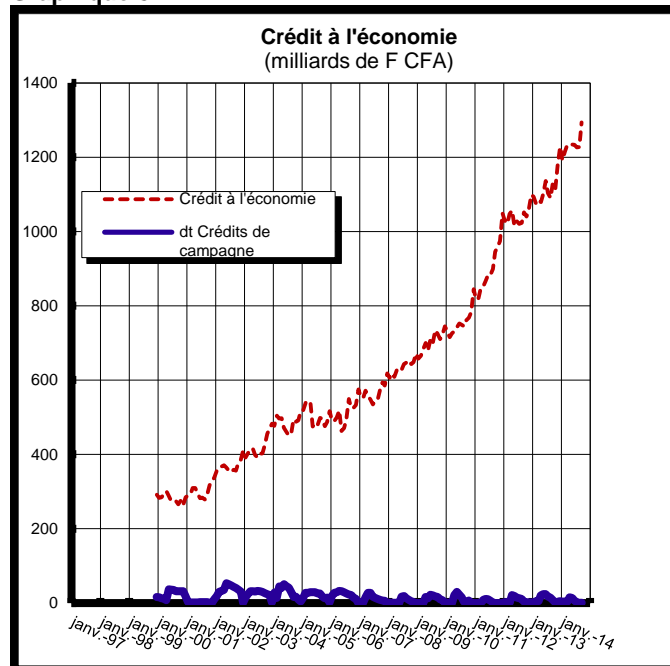
- A fin septembre 2014, les avoirs extérieurs ont nettement replié de **19,1%** par rapport à fin juin 2014, soit **130,6 milliards FCFA**. La contribution à ce reflux des avoirs extérieurs par composante est de **119,9 milliards FCFA** de baisse pour la banque centrale et de **10,7 milliards FCFA** de diminution pour les banques commerciales. Comparé à son niveau de la même période en 2013, les avoirs extérieurs nets ont nettement replié de **27,8%**, soit une baisse de **212,9 milliards FCFA** malgré qu'elle soit atténuée par la hausse de plus de **86,0 milliards FCFA** de la composante des banques commerciales. Le reflux des avoirs extérieurs nets globaux est imputable à la baisse de **298,9 milliards FCFA** des avoirs extérieurs nets de la banque centrale sur la même période. Le recul des avoirs extérieurs nets est dû à la faiblesse de la mobilisation des ressources extérieures auprès des partenaires ;

- En ce qui concerne le crédit intérieur, contrairement aux avoirs extérieurs nets, il s'est amélioré à la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 d'un peu plus de **120,0 milliards FCFA** comparativement à la fin du 2<sup>ème</sup> trimestre 2014. Le renforcement du niveau du crédit intérieur est en partie dû à la dégradation de la position créditrice de l'Etat de **59,6 milliards FCFA** sur la même période. De même, par rapport à la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre 2013, le niveau du crédit intérieur a augmenté de **185,9 milliards FCFA** du fait principalement à l'amélioration du niveau du crédit à l'économie;

- S'agissant de l'encours du crédit à l'économie, il affiche une variation positive de **4,9%** et de **14,5%** respectivement par rapport à fin juin 2014 comparativement à son niveau à la même période en 2013. Cette progression du crédit à l'économie est liée essentiellement aux octrois de crédits en faveur des entreprises dans la mouvance de relance de l'activité économique ;

- La position créditrice de l'Etat s'est établie à **-43,0 milliards FCFA** à fin septembre 2014 contre **-102,6 milliards FCFA** à fin juin 2014 du fait de la baisse des dépôts publics à la Banque Centrale et dans les banques commerciales. Par rapport à fin septembre 2013, la baisse de la PNG est de **21,8 milliards FCFA** à cause du redressement du niveau des engagements de l'Etat.

Graphique 8 :



### b. Le transfert des migrants

Le montant total de transfert de fonds effectué par les maliens de l'extérieur au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 n'a pas connu d'évolution notable par au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014. Cette situation de stabilité de fonds rapatrié est liée à la compensation de la baisse du niveau des fonds transférés en provenance des zones UEMOA, CEMAC et USA, par la hausse de ceux en provenance de l'Europe qui représente **42,0%** du total des transferts reçus au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2014. Par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013, on observe un reflux de **6,5%** du total des fonds rapatriés par les maliens de l'extérieur en dépit de l'augmentation de la part en provenance de l'Europe. Le repli résulte du creusement des baisses encore constatées au niveau des transferts en provenance des zones UEMOA, CEMAC et USA.

Globalement, il ressort que le niveau des fonds transférés en provenance d'Europe s'est nettement amélioré en rapport avec la reprise tant bien que de l'activité économique dans cette zone.

Tableau : Evolution des transferts des migrants

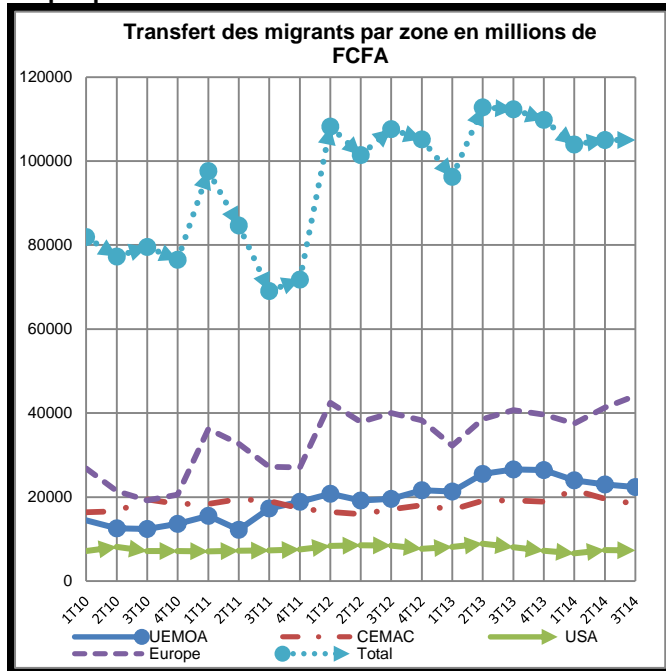
Trimestre	TOTAL	Dont UEMOA	Dont CEMAC	Dont USA	Dont Europe
T1 - 12	108238	20770	16452	8399	42441
T2 - 12	101475	19192	15957	8511	37842
T3 - 12	107627	19610	17039	8477	40036
T4 - 12	105186	21620	18048	7708	38286
T1 - 13	96273	21313	17025	8114	32241
T2 - 13	112827	25541	19131	8948	38530
T3 - 13	112324	26564	19177	8071	40683
T4 - 13	109837	26457	18912	7197	39614
T1 - 14	104009	24006	21678	6615	37533
T2 - 14	105003	22999	19572	7370	41341
T3 - 14	105076	22403	18381	7278	44124

Source : BCEAO

Unité : en millions de FCFA



**Graphique 9:**



### c. La bourse

A la suite de la contraction de l'activité boursière au cours du trimestre précédent comme en attestait l'évolution des deux principaux indicateurs, on note leur remontée durant le 3<sup>ème</sup> trimestre 2014. En effet, l'indice BRVM-10 a progressé de **6,8%** en moyenne par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014 et l'indice BRVM composite s'est apprécié de **4,4%** sur la même période. Comparés à leurs niveaux du 3<sup>ème</sup> trimestre 2013, l'indice BRVM composite s'est apprécié de **18,9%** et l'indice BRVM-10 affiche une variation positive de **13,5%**, indiquant ainsi l'amélioration de l'activité économique dans la sous-région.

### Conclusions et perspectives

L'évolution de l'économie mondiale n'est guère favorable au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 au regard du ralentissement de l'activité économique au 1<sup>er</sup> semestre dans la plupart des pays avancés et émergents. Ce qui entraînerait une révision à la baisse de **0,4%** de la croissance mondiale de l'année en cours. Ainsi, les dernières prévisions du FMI fixeraient le taux de croissance en 2014 à **3,3%**. De même, l'augmentation de l'offre mondiale du pétrole combinée à la hausse de la production du pétrole de schiste aux USA a influé négativement sur le cours du brut. Cependant, la mise en œuvre de certaines mesures de corrections devrait contribuer à un rebondissement de l'activité économique en 2015 au cours de laquelle, il est prévu un taux de croissance de **3,8%**.

Au Mali, l'évolution globale de l'activité économique au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 suscite une lueur d'espoir au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 après une situation économique moins favorable au cours du trimestre précédent. Les bons résultats prévus de la campagne agricole et la relance de la consommation des ménages ainsi que le bon niveau des recettes fiscales recouvrées sont des signaux encourageants. Cette amorce de la reprise de l'activité paraît être fragile car la production manufacturière peine à se relancer, de même que les cours mondiaux des deux principaux produits d'exportation que sont l'or et le coton. On note également, une contraction des dépenses d'investissement. Néanmoins, certaines perspectives pourraient aider à renforcer cette amorce de reprise de l'économie nationale:

- le fléchissement du cours du pétrole allégera la facture pétrolière du Mali au cours des mois à venir, mais aussi pourrait rehausser le niveau des recettes issues de la fiscalité pétrolière ;
- les fêtes de fin d'années qui s'annoncent devraient augmenter le niveau de consommation des ménages. Ce qui contribuera à tirer les importations vers le haut. Du coup, les recettes d'importations en seraient influencer positivement ;
- les efforts déployés par le Gouvernement dans le cadre du paiement de la dette intérieure donneront un nouveau souffle aux entreprises en vue de produire davantage pour augmenter les exportations et réduire le déficit de de la balance commerciale. Ce qui permettra d'augmenter les revenus des entreprises, et partant accroître le niveau des recettes fiscales ;
- de même, la mise en œuvre des mesures d'accompagnement des entreprises industrielles de la part du Gouvernement devrait relancer la production industrielle ;
- la poursuite du décaissement des aides des partenaires financiers en faveur du Mali participera à rehausser le niveau des dépenses d'investissement qui contribueront à créer plus d'emplois ;
- la disponibilité des produits des nouvelles récoltes et le bas niveau des cours mondiaux des produits alimentaires importés en particulier les céréales permettront de contenir l'inflation dans les limites requises.